

**ITALIENS DES VILLES -
ITALIENS DES CHAMPS**

**L'ACCUEIL DES IMMIGRES ITALIENS
DANS LES ALPES-MARITIMES ET
DANS LE SUD-OUEST
(1919 - 1939)**

par Ralph SCHOR

L'analyse du problème de l'immigration dans le cadre régional permet de saisir la complexité des réactions de la population française. Certes, il ne semble pas qu'on puisse expliquer la grande diversité des opinions d'une manière étroitement régionaliste : les contrées dans lesquelles les étrangers étaient vus avec sympathie n'abritaient pas des Français riches d'une grandeur d'âme particulière ou héritiers d'une tradition d'accueil propre à leur petite patrie. A l'intérieur de provinces dotées d'une incontestable unité géographique, historique et culturelle, les sentiments à l'égard des immigrés pouvaient varier du tout au tout. Ainsi, trois députés élus dans les Alpes-Maritimes en 1932 demandèrent que la main d'œuvre étrangère fût limitée en France, mais aucun autre élu de la façade méditerranéenne ne proposa de mesure analogue. De même, si les Italiens étaient considérés avec méfiance dans les Alpes-Maritimes, ils étaient généralement reçus avec faveur dans le sud-ouest. Or les habitants de ces deux régions méridionales étaient, au point de vue ethnique et culturel, proches des Transalpins.

Il faut donc rechercher les principes généraux qui amenaient les Français à adopter des attitudes aussi variées dans l'espace. On constatera que l'environnement socio-économique et politique conditionnait en grande partie le comportement des nationaux.

I. Les Italiens dans les Alpes-Maritimes : une présence mal supportée

La présence d'une importante population italienne constitue, depuis le XIXe siècle, un des faits démographiques, économiques et politiques majeurs dans le département des Alpes-Maritimes. De 1919 à 1939 les effectifs de la colonie transalpine oscillèrent entre 75 000 et 100 000 individus. De la sorte, les Italiens représentaient près du quart de la population et trois quarts de la communauté étrangère totale. Leur enracinement dans la région était profond, comme l'attestait la présence d'un pourcentage élevé de femmes et d'immigrés mariés. Ils occupaient une grande place dans l'économie. A Nice, 60 % d'entre eux appartenaient à la population écrite. Les Transalpins représentaient une part importante de la main d'œuvre dans le bâtiment, l'artisanat, le commerce, l'hôtellerie, la domesticité. La majorité d'entre eux étaient des ouvriers ou des employés qui vivaient modestement, habitaient les quartiers populeux, occupaient les emplois les plus durs et les moins bien rémunérés. Fait important, dans les Alpes-Maritimes, la colonie italienne apparaissait essentiellement urbaine : en 1927, seuls 8 % de ses membres travaillaient la terre. Si l'on ne considérait que Nice, cette ville hébergeait 40 000 Italiens qui formaient, en 1921, 23 % de la population totale.

Les Français critiquaient la présence de cette masse d'allogènes sur le marché du travail, principalement dans les villes. Les ouvriers se plaignaient de ce que le patronat préférât les Italiens, robustes, peu exigeants et généralement dociles. En période de chômage, ainsi en 1919, en 1921 et tout au long des années trente, la tension montait singulièrement : les commerçants et artisans français se disaient accablés par la concurrence des Transalpins ; les salariés, également mécontents, exigeaient contrôle, réglementation et limitation des entrées d'étrangers sur le territoire national.

Les facteurs politiques, particulièrement importants dans les Alpes-Maritimes, concourraient à passionner le débat. Pourtant, en ce domaine, la majorité des Italiens observait une attitude prudente, évitait de manifester ouvertement ses convictions et ne s'engageait pas dans une action marquée. En 1929, la police niçoise estimait que seulement une centaine d'entre eux étaient inscrits au parti communiste (1) ; l'évaluation du nombre des membres du fascio variait, selon les sources, de 400 à 3 000 (2). Cette faible politisation n'empêcha pas

que les Italiens se trouvèrent mêlés à des incidents nombreux et à des polémiques incessantes. Le petit noyau d'immigrés qui militaient, dans un camp ou dans l'autre, n'hésitait pas, en effet, à manifester dans les rues, à recourir aux méthodes violentes, voire à organiser des attentats. De plus, les groupements français qui, selon leurs convictions, considéraient telle fraction des Italiens résidant dans le département comme des frères persécutés par le fascisme, des provocateurs ou des agitateurs rouges, attisaient ou même provoquaient les affrontements. De la sorte, la période de l'entre-deux guerres fut émaillée de rixes souvent sanglantes entre fascistes et antifascistes, ainsi que de campagnes de presse virulentes.

L'extrême droite, bien représentée dans les Alpes-Maritimes, ne cachait pas sa xénophobie. Elle fustigeait l'excessive mansuétude des pouvoirs publics pour les immigrés et insinuait que l'incapacité de la police cachait peut-être une collusion de celle-ci avec les "fuorusciti" les plus dangereux (3). Le Parti Populaire Français, particulièrement combattu, dénonça inlassablement la complicité des communistes français et italiens. Les amis de Doriot accusaient Virgile Barel, député communiste élu en 1936, de préparer "l'instauration du régime bolchevique à Nice", de recruter et de naturaliser, à cette fin, des hommes de main italiens, "extrémistes dangereux" (4), "sadiques du crime, pillards nés" (5). D'autre part, l'extrême droite demandait le départ des immigrés afin d'offrir des places aux chômeurs français.

Plus nuancées apparaissaient les positions des modérés, mais eux aussi soulignaient avec force le danger qu'incarnaient les "fuor usciti". Quand des affrontements se produisaient entre Italiens d'opinion opposée, la presse libérale finissait toujours par critiquer plus vivement les manifestants de gauche et leurs complices français. Au contraire, elle se taisait ou restait très réservée lorsque les événements la gênaient, ainsi en 1926, après qu'eût été démasqué Ricciotti Garibaldi, longtemps pris pour un antifasciste et, en fait, agent provocateur à la solde de Mussolini. En effet, l'hostilité, totale ou sélective, que la droite éprouvait pour les étrangers, ne l'empêchait pas de militer pour la cause de l'amitié franco-italienne. Les conservateurs de toutes nuances prêchaient avec ardeur pour le rapprochement des deux pays, ils admiraient profondément le Duce et s'indignaient toujours quand son nom était conspué au cours des manifestations antifascistes.

Les organisations de gauche ne discernaient pas de péril économique imputable aux Italiens et disaient ne pas appréhender leur concurrence sur le marché du travail. Au contraire, l'exploitation des travailleurs immigrés, la misère dans laquelle ils vivaient, le devoir de solidarité qui s'imposait à leur égard furent constamment soulignés par les responsables communistes et socialistes (6). Il s'en fallut de beaucoup pour que ces consignes fussent écoutées et suivies par les simples adhérents. La G.G.T.U. reconnut que, dans ses propres rangs, les ouvriers menacés par le chômage se montraient xénophobes et ne toléraient pas qu'un étranger travaillât à leur place. En matière politique, la gauche redoutait que la proximité de la frontière et l'influence des conservateurs dans le département ne favorisassent les intrigues des agents appointés par le gouvernement de Rome. Des comités antifascistes se créèrent dans les principales villes. De nombreuses manifestations furent organisées pour prouver la vigueur des sentiments anti-mussoliniens. La gauche montrait que les consulats abusaient de leur privilège d'exterritorialité et abritaient comploteurs, provocateurs" associations suspectes, comme les fascistes.

Un dernier facteur, propre au comté de Nice, assombrissait le climat politique. Les autorités italiennes considéraient la région comme une terre irrédente et les Français craignaient que le pays voisin ne cherchât à s'étendre jusqu'à la rive gauche du Var. Les

pouvoirs publics, comme la population, prirent ces menaces très au sérieux et, a de nombreuses reprises, notamment en 1924, 1926, 1927, 1933, 1938, l'émotion se fit très forte. L'importance de la colonie italienne établie dans les Alpes-Maritimes, l'intention prêtée au Duce d'entrer en guerre contre la France ou de réclamer un nouveau plébiscite remettant en cause le vote de 1860, la parution de journaux irrédentistes tels que le très violent *Pensiero Latino*, l'activité voyante des Italianissimi (7), tout cela faisait peser sur la région un climat lourd et passionné.

Ainsi, la présence de nombreux Italiens fut, dans les Alpes-Maritimes, perçue comme un péril par la majorité de la population. Trois des six députés élus dans le département en 1932 demandèrent que la main-d'œuvre étrangère fût limitée. Beaucoup d'immigrés évoquent la sourde hostilité, la méfiance et le mépris qu'ils sentaient autour d'eux. L'épithète "Piémontais" était considérée à Nice comme une grave injure. Ceux qui défendaient les Italiens n'entraînaient pas, pour autant, un élan de sympathie en faveur de leurs protégés. En effet, ces plaidoyers, selon la source d'où ils émanaient, excluaient toujours une catégorie d'immigrés, fascistes ou antifascistes, de sorte que l'apologie semblait découler d'a priori idéologiques et ne faisait pas disparaître les divisions existantes. De plus, la défense des travailleurs transalpins par la gauche était mal reçue, car les progressistes disposaient d'une influence limitée dans un département modéré comme les Alpes-Maritimes et agaçaient les chômeurs portés à la xénophobie. Les messages d'amitié franco-italienne délivrés par la droite n'atteignaient pas non plus leur objectif, car les conservateurs choquaient l'opinion par la complaisance durable qu'ils témoignèrent à un régime ambitionnant ouvertement d'annexer la région.

Pour les habitants des Alpes-Maritimes, les immigrants italiens représentaient une concurrence économique et, à quelque famille de pensée qu'on appartînt, un danger politique

II. Les Italiens dans le sud-ouest : un accueil généralement favorable

Le sud-ouest rural connaissait un spectaculaire dépeuplement depuis le XIXe siècle. De 1846 à 1921, les quatre départements du Gers, du Lot-et-Garonne, du Tarn-et-Garonne et du Lot avaient perdu 426 000 habitants. Il n'était pas rare que le chiffre annuel des naissances fût inférieur à celui des décès. La main-d'œuvre devenait peu abondante et chère. Les paysans qui avaient survécu à l'hécatombe de la Grande Guerre préféraient souvent prendre un métier dans les villes. Les propriétés perdaient de leur valeur ; de nombreuses métairies tombaient en ruines ; les friches gagnaient : dans le Gers, elles couvraient 50 000 hectares en 1921. Toutes les études qui furent alors consacrées au sud-ouest évoquaient des images d'agonie et de mort (8).

Diverses tentatives de repeuplement entreprises, dès le retour de la paix, avec des Bretons, des Suisses, des Belges, des Arméniens, des Russes échouèrent, car les nouveaux venus ne s'habituaient pas au climat et aux conditions de vie offerts par la région. En revanche, la greffe italienne réussit parfaitement. Dès 1922, certains agriculteurs transalpins vinrent individuellement s'installer dans la région de Castelsarrasin, tandis que diverses organisations professionnelles agricoles entreprenaient un recrutement dans la péninsule même. Le nombre des arrivées ne cessa de croître, principalement entre 1924 et 1926 ; ensuite, le mouvement se tassa, sous l'effet d'une récession économique propre à la France en 1927, puis de la grande dépression des années trente et des efforts du gouvernement de Mussolini qui restreignit fortement le départ de ses compatriotes à la charnière des années vingt et trente. L'effectif des Italiens installés dans les départements agricoles situés de part et

d'autre de la Garonne fut estimé par les spécialistes aux environs de 50 000 personnes, soit 5 % de la population totale (9). Ces immigrants s'employaient comme fermiers et, surtout, comme métayers ; certains achetèrent des domaines, car le prix de la terre se révélait nettement inférieur à celui de l'Italie. Les transalpins exploitaient ainsi de 1,5 à 3 % de la surface cultivable.

Spectaculaires apparurent les résultats de cette implantation ; tous les observateurs notèrent que "ce pays"...respire aujourd'hui la santé" (10). Le prix de la terre remontait (11) ; les marchands de biens réalisaient des profits considérables ; les métairies étaient réparées ; les champs se trouvaient remis en culture ; dans les agglomérations, des enseignes rédigées en italien étaient accrochées ; les commerçants vendaient de nombreux produits importés de la péninsule ; chaque journal ouvrait une "cronica italiana". Ces modifications rapides et particulièrement visibles ne risquaient-elles pas d'entraîner une réaction hostile de la part des autochtones ?

Il est certain que ce brusque afflux éveilla des inquiétudes. Des hommes et des journaux appartenant à la droite, au parti radical et à la C.G.T. exprimèrent diverses préoccupations. Parmi ces prises de position, celle que le grand public et les autorités remarquèrent le plus était une enquête publiée en première page du Journal, par Edouard Helsey, entre le 4 et le 21 juin 1925 (12). Les réserves portaient d'abord sur l'appropriation du sol national par des étrangers. Helsey assurait que cette puissante invasion avait permis aux Italiens d'acquérir 35 à 40 % des terres dans le Gers, 15 à 20% ailleurs. On redoutait aussi que ce vaste mouvement ne fût organisé et financé depuis Rome, que le Duce ne voulût entasser ses compatriotes dans "ne région circonscrite, les contrôler par des consuls et des prêtres dévoués au fascisme, et ne cherchât plus tard à utiliser une telle force à des fins politiques. Ne voyait-on pas se former dans le sud-ouest une minorité irrédentiste ou une masse qui se soulèverait contre la France en cas de guerre franco-italienne ?

Cependant l'importance de ces craintes est fortement limitée par deux constatations. En premier lieu, elles furent presque toutes exprimées en 1925 et 1926, période au cours de laquelle l'opinion française, dans sa totalité, considéra avec un intérêt soutenu et une inquiétude de plus en plus vive le mouvement de l'immigration. La prise de conscience de l'afflux des étrangers depuis 1918, deux poussées de chômage, en 1924 et à la fin de 1926, l'abondance des assassinats, règlements de comptes, complots impliquant des allogènes, la publication de nombreuses enquêtes sur la délinquance et la morbidité des nouveaux venus, la tension diplomatique avec l'Italie expliquaient l'attention inquiète des Français à cette époque. Les Parisiens, affolés par le glissement du franc, en vinrent même, durant l'été de 1926, à molester des étrangers qu'ils rendaient responsables des difficultés financières. Ainsi, les sentiments exprimés à l'égard de la présence étrangère dans le sud-ouest n'offraient aucune singularité et reflétaient seulement l'émotion éprouvée par une majorité de Français.

En second lieu, il était très significatif que cette animosité ne rencontrât qu'un faible écho dans le sud-ouest même. Seules deux personnalités connues, Gaston Carrère, sénateur radical du Lot-et-Garonne, et Arabroise Rendu, ancien député conservateur de la Haute-Garonne, se joignirent au camp de ceux qui critiquaient les étrangers (13). L'Express du Midi, journal de droite qui rapportait les propos de Rendu, publiait d'autres articles plus nuancés ou franchement favorables aux immigrants (14). De même, la Dépêche de Toulouse compensait la publication d'un article où apparaissait quelque inquiétude par la parution d'enquêtes montrant une nette sympathie pour les nouveaux venus ; à l'intention de ces derniers, le grand journal radical tenait en plus une rubrique quotidienne, "la vie italienne" (15). Plus tard, en 1932,

seuls cinq des députés élus dans les quatorze départements aquitains et pyrénéens réclamèrent la limitation de la main d'œuvre étrangère ; on ne compta jamais plus d'une de ces demandes par département, alors que dans les Alpes-Maritimes, trois députés formulaient une telle exigence. En vérité, les craintes relatives au sud-ouest furent principalement nourries par des personnalités et des journaux parisiens : Le Journal, le Figaro, l'Echo de Paris, la France Active, le Peuple (16). Le sud-ouest servait surtout d'exemple et d'argument à des hommes campés dans la capitale et souvent peu au fait des réalités provinciales.

Il apparaît bien que les témoignages de satisfaction l'emportèrent largement. Au demeurant, certains observateurs qui soulignaient les périls politiques de l'immigration, reconnaissaient volontiers les bienfaits économiques résultant de la présence italienne. Les assertions manifestement fantaisistes d'Edouard Helsey suscitèrent une levée de boucliers dans le sud-ouest : enquête "absurde, injuste et dangereuse" (17), "grossière erreur" (13), "journaliste visionnaire" (19). Hauts fonctionnaires et spécialistes de l'agriculture, après avoir rétabli le flux migratoire dans ses justes proportions, contraient que, BOUS peine de mourir, le sud-ouest ne pouvait se passer de main-d'œuvre étrangère ; au pire, celle-ci était tenue pour un "mal nécessaire" (20) : "Mieux vaut que 40 000 Frioulans et Lombards se mélangent à ce qui reste de Gascons..." plutôt qu'une Gascogne devenue un désert" (21). La renaissance économique de la région fut très souvent évoquée et célébrée par les visiteurs de toutes tendances (22).

L'arrivée des Italiens fut appréciée dans la plupart des milieux. Au début, certes, les ouvriers agricoles français redoutèrent que les étrangers n'exerçassent, à leur détriment, une concurrence eu rabais. Mais il semble qu'en général les nouveaux venus ne s'employèrent pas à des tarifs inférieurs à ceux des Français et même, étant des travailleurs fort estimés, obtinrent parfois des salaires supérieurs (23). Dans l'envahie, la population du sud-ouest réserva un très cordial accueil aux transalpins. Les commerçants se réjouissaient de compter des clients supplémentaires. Le plus petit propriétaire était satisfait de voir remonter le prix de la terre. Les employeurs se disaient ravis de découvrir une main-d'œuvre abondante, active, docile dont les vertus furent unanimement louées : "un des éléments primordial" ; de la renaissance économique de notre région" (24) ; "un concours inestimable" (25) ; "secours inespéré" (26). Les instituteurs recevaient avec sympathie leurs nouveaux élèves et estimaient leurs parents : "Levés de bonne heure, couchés tard, sobres, ils donnent l'exemple du labeur soutenu et méthodique" (27). Il n'était pas jusqu'au clergé catholique qui ne se félicitât de l'arrivée d'une communauté réputée pratiquante et n'espérât y voir naître des vocations sacerdotales. Ainsi, les Italiens vivaient "au milieu de la sympathie générale" (28) ; leurs voisins leur témoignaient "beaucoup de cordialité, de bonhomie, de bon accueil" (29) et leur dispensaient des conseils ; plus d'un autochtone avouait entretenir des rapports "fraternels" avec les immigrés (30). Selon divers témoignages" le mépris et les plaisanteries faciles dont les Italiens étaient l'objet en d'autres régions n'avaient pas cours dans le sud-ouest (31). De plus, la réserve politique observée par les transalpins ne pouvait que leur valoir la sympathie des milieux modérés et radicaux. Durant les années trente, de nombreux maires prirent la défense de leurs administrés étrangers dont les pouvoirs publics souhaitaient le départ, en raison de la dépression économique. Lorsqu'en 1938, le journaliste Jacques Saint-Germain chercha dans le sud-ouest des exemples pour illustrer ses vues xénophobes, il ne recueillit, à propos des Italiens, que des témoignages de satisfaction (32).

Si l'assimilation des transalpins était jugée encore imparfaite, leur installation dans le sud-ouest apparaissait cependant, le plus souvent, comme une réussite.

Pourquoi les habitants des Alpes-Maritimes et ceux du Midi aquitain adoptaient-ils des comportements opposés ?

III. Citadins et ruraux français : l'influence du milieu

D'un certain point de vue, les Alpes-Maritimes et les départements du sud-ouest présentaient des traits communs dont on aurait pu attendre qu'ils suscitassent des convergences dans les réactions des autochtones. Les deux contrées appartiennent au domaine méridional ; une parenté ethnique, culturelle, linguistique rapprochent leurs habitants des Italiens. L'installation de ceux-ci semblait devoir en être facilitée.

Pour expliquer la différence des réactions, grande apparaît la tentation d'invoquer la disparité des densités d'étrangers au sein de la population française. En 1931, alors que les allogènes représentaient 28,4 % des habitants des Alpes-Maritimes, ils ne dépassaient jamais la proportion de 9 % dans le sud-ouest: 8,9 % dans le Lot-et-Garonne, 8,2 % dans le Gers, 6,4 % dans le Tarn-et-Garonne, 6,2 % dans les Hautes-Pyrénées, 1,6 % dans le Lot. Ainsi, le département le plus hostile aux immigrés se serait trouvé sursaturé, il aurait atteint un hypothétique seuil de tolérance au-delà duquel les nouveaux venus ne pouvaient plus être acceptés. En revanche, le sud-ouest, hébergeant des étrangers dont la densité restait plus modérée" aurait aisément admis ses hôtes.

En vérité, une telle explication appelle de sérieuses nuances. Il était certes fréquent, surtout en période de difficultés économiques, que certains individus résidant dans un quartier ou pratiquant une profession en majorité peuplée d'Italiens exprimassent leur mauvaise humeur. Mais, globalement, et dans des circonstances ordinaires, la présence d'importantes communautés étrangères, loin de constituer un obstacle, facilitait plutôt l'harmonie des relations. Les psychologues ont montré que le racisme et la xénophobie sont largement inspirés par la peur de l'inconnu. Toutes les observations que l'on peut effectuer dans la France de l'entre-deux-guerres montrent qu'à certaines exceptions près cette règle se vérifia. Les départements dans lesquels les étrangers étaient peu nombreux, notamment ceux de l'ouest, témoignèrent généralement de l'hostilité à ces hommes qu'ils côtoyaient rarement. Inversement, les régions pourvues d'importants effectifs d'immigrés, particulièrement les départements frontières, manifestèrent souvent de la bienveillance à leurs hôtes. Or les Alpes-Maritimes, département frontalier, affichait des sentiments hostiles et le sud-ouest accueillait avec faveur des immigrés presque inconnus. Si ces deux régions semblaient transgresser le principe général, c'était qu'elles étaient soumises à d'autres conditions, essentielles dans leur cas.

Les Italiens des Alpes-Maritimes vivaient en majorité dans les villes, leurs compatriotes du sud-ouest en majorité dans les campagnes ; et les Français citadins adoptaient, à l'égard des immigrés, un comportement opposé à celui des ruraux. Dans la France dite agricole, située au sud-ouest d'une ligne Caen-Marseille, on n'enregistra, en 1932, que 18 demandes de limitation de la main-d'œuvre étrangère, réparties dans 15 départements ; la France industrielle, au nord-est de la même ligne, comptait 61 demandes, dans 30 départements (33). Il est significatif de constater que, dans les Alpes-Maritimes, les préventions exprimées à l'encontre des Italiens et les incidents qui opposaient ces derniers aux Français furent toujours enregistrés dans les villes de la côte, jamais dans l'arrière-pays. Arthur Koestler qui séjourna en 1939 dans cette région de montagnes vouées à la culture et à l'élevage remarqua que, là, les Italiens étaient bien assimilés et que leur présence ne soulevait pas de difficultés (34).

Au premier rang des raisons pour lesquelles le milieu rural se montrait plus accueillant que le milieu industriel et urbain se trouvait le type d'habitat offert par les campagnes. Tandis que, dans les grandes villes, se formaient de vastes quartiers étrangers repliés sur eux-mêmes, véritables ghettos presque fermés aux Français, enclaves où s'accumulaient les immigrés, milieux favorables à la conservation des coutumes nationales, les zones rurales ne permettaient pas la création de ces îlots impénétrables et voyants. Dans les villages et dans les fermes isolées, la population étrangère se diluait et ne pouvait constituer des groupes importants et homogènes. Là, loin de l'entassement et de l'anonymat des villes, les relations entre Français et immigrés se révélaient faciles ; les premiers apprenaient plus rapidement à étrangère les allogènes ; ceux-ci, mêlés intimement aux nationaux, en adoptaient peu à peu les usages. Certes, la campagne n'évitait pas toutes les frictions ; le premier contact pouvait susciter des tensions" Mais la vie dans les zones rurales, en favorisant les relations humaines, accélérail la connaissance réciproque des individus mis en présence et contribuait ainsi à dissiper les malentendus nés de l'ignorance ou de la peur.

Les villes et les campagnes s'opposaient aussi au niveau économique. Les paysans français, leurs représentants au Parlement, la plupart des économistes se plaignirent toujours du manque de main d'œuvre agricole ; ils étaient persuadés, et l'opinion avec eux, que les étrangers constituaient un appoint indispensable, faute duquel les travaux de la terre ne pourraient plus être assurés. De la sorte, les cultivateurs allogènes ne furent presque jamais considérés comme des concurrents lésant les travailleurs nationaux ; même en pleine crise de chômage, leur présence restait vivement souhaitée. En revanche, les immigrés employés massivement dans les entreprises des cités, présents en grand nombre dans une foule d'activités commerciales et industrielles, apparaissaient comme des gêneurs aux yeux des ouvriers et des membres des classes moyennes. Dès que le chômage augmentait, les habitants des villes se laissaient aller à des réactions xénophobes

Enfin, certaines conditions politiques amenaient ruraux et citadins à des comportements différents. A la campagne, la politisation et la syndicalisation des étrangers restaient limitées ; le militantisme se heurtait à l'éparpillement des individus et aux options, généralement modérées, des paysans. A l'opposé, la ville offrait un cadre beaucoup plus favorable à l'action politique. Les partis et syndicats français, surtout ceux de gauche, mieux implantés en milieu urbain, accueillaient volontiers leurs camarades étrangers, leur confiaient des tâches de propagande et d'agitation, les rassemblaient dans des sections spéciales. Dans les grandes agglomérations se trouvaient aussi les ambassades, les consulats, les sièges d'organisations fascistes ou révolutionnaires qui s'appliquaient à encadrer et à surveiller les immigrés. Les villes fournissaient en plus aux étrangers de multiples occasions pour manifester : visites de personnalités, cérémonies de droite ou de gauche toujours susceptibles de choquer une catégorie d'immigrés, difficultés économiques qui, plus vite qu'à la campagne, entraînaient le chômage, les grèves, l'agitation. Dans les centres urbains paraissaient les principaux journaux qui soulevaient ou accompagnaient les passions du grand public, inspiiraient ou reflétaient les sentiments de la population française à l'égard des étrangers.

Les citadins, généralement mieux informés, plus proches de la direction des partis et des syndicats" plus expérimentés et plus mûrs en matière politique, réagissaient plus vite et ressentaient de manière plus aiguë le militantisme étranger, même si celui-ci était seulement le fait d'une minorité. Les manœuvres des gouvernements étrangers, les revendications territoriales dans les Alpes-Maritimes, la volonté des autorités italiennes de contrôler les immigrés, l'agitation entretenue par les communistes indisposaient particulièrement les habitants des villes qui ne mesuraient peut-être pas toujours avec exactitude l'importance de

ces activités politiques, mais en étaient les spectateurs privilégiés et se montraient assez avertis pour en envisager les possibles conséquences.

Ainsi, la diversité des réactions régionales résultait de facteurs simples en eux-mêmes, mais dont l'interaction pouvait édifier une pyramide complexe de sentiments. L'expérience que chaque individu retirait de son contact avec les étrangers jouait un rôle ; les facteurs collectifs imprimaient une marque encore plus nettement visible : chaque catégorie sociale, selon les intérêts qu'elle entendait défendre, chaque région, selon les données économiques et politiques qui lui étaient propres, se singularisait par une attitude originale. De la sorte, le comportement divergent de deux régions aussi voisines, en apparence, que les Alpes-Maritimes et le sud-ouest devenaient intelligibles. Là, les raisons psychologiques, la connaissance plus ou moins grande de l'étranger, occupaient une place secondaire. En revanche, les conditions politiques et socio-économiques revêtaient une importance décisive. Les campagnes désamorçaient les difficultés; les villes exerçaient un effet grossissant et, en quelque sorte, dramatisaient les problèmes.

NOTES

- (1) Archives Nationales, F 7 13 250
- (2) Cf. Archives Nationales, F 7 13 462 et F 7 13 463 ; Pierre BENARD, L'Oeuvre, 8 juillet 1930
- (3) Cf. L'Action Patriotique de Nice, 31 janvier 1926, 27 octobre 1937
- (4) Pierre LURIET, La Voix du Peuple Français, 6 septembre 1936
- (5) Pierre LURIET, La Voix du Peuple Français, 20 septembre 1936
- (6) Cf. la collection des périodiques locaux de la gauche : l'Eglantine et l'Alerte socialistes, le Cri des Travailleurs communistes.
- (7) Ainsi étaient baptisés à Nice les immigrés ralliés aux thèses de Mussolini
- (8) Cf. parmi une très abondante production : Emile JAMES, L'immigration italienne dans le Sud-Ouest, Revue des Etudes coopératives, n° 25, 1927. André HAURIUO, L'immigration italienne dans le Sud-Ouest, L'Année Politique, avril 1928, G. MARCEL-REMOND, L'immigration italienne dans le Sud-Ouest de la France, Droz, Paris, 1928. Henri PEYRET, L'immigration de la main-d'œuvre agricole en Gascogne* Imprimerie de l'Université, Bordeaux, 1928.
- (9) Si l'on compte la totalité des étrangers, le pourcentage des immigrés avoisinait les 10 % dans de nombreux départements.
- (10) André HAURIUO, op.cit. page 206
- (11) De 400 à 500 %, selon André PAPAULT, Le rôle de l'immigration agricole dans l'économie française, Giard, Paris, 1933
- (12) "Ces articles émanant d'un grand journaliste produisirent une profonde impression" (Henri PEYRET, op.cit..page 106)
- (13) Cf. Journal Officiel, Débats du Sénat, 7 avril 1925. Ambroise RENDU, l'Express du Midi, 27 avril 1923 et 15 avril 1926
- (14) Cf. dans l'Express du Midi, Camille FORGOES, 2 mai 1923 ; RUSTICUS" 8 mai 1926
- (15) Cf. dans la Dépêche de Toulouse, L. CAMPOLONGHI, 3 et 10 janvier 1926 ; PIERRE et PAUL, 5 mars 1927 ; S. WLOCEVSKI, huit articles du 29 juillet au 4 août 1933
- (16) Cf. à titre d'exemples : Le Figaro, 1er mai 1925 ; l'Echo de Paris, 18 avril 1927 ; dans la France active, Dr. LANCIEN, 1er mars 1926 et G. BOURGIN, 1er février 1926 ; dans le Peuple, LAPIERRE et CAPORALI, 7 février 1928, MARTY-ROLLAN, 2 mars 1926 et GUILLAUMIN, 24 septembre 1926
- (17) L'immigration italienne dans la région, L'Information Régionale (Toulouse), 27 juin

1925 ; même opinion exprimée dans ce périodique par les agriculteurs et viticulteurs méridionaux, 18 juillet 1925 ; idem in Bulletin mensuel de l'Union centrale agricole, juin 1925

(18) S. WLOCEVSKI, la Dépêche de Toulouse, 4 août 1933

(19) T.L. Dénatalité et immigration, Toulouse, 1939, page 110

(20) F. LEFELLETIER, l'émigration italienne en France, La Réforme Sociale, tome LXXXVI, mai 1926, page 236

(21) G. MARCEL-REMOND, op.cit. page 185

(22) Cf. à titre d'exemples : L'immigration italienne dans le Sud-Ouest, Documents du Travail, octobre 1923. Marcel PAON, L'immigration agricole dans le Sud-Ouest, le Foyer Français, 1929. !.. NAUDEAU, l'Illustration, 16 mars 1929. Dr. R. MARTIAL, Traité de l'immigration et de la greffe interraciale, Larose, Paris et Mons, 1930, page 247. H. BONNET, la terre de France et l'immigration, la Réforme Sociale, juin 1932. Pierre FSEDERIX, le Petit Parisien, 17 juillet 1937. VIGNE, 2e Populaire, 18 novembre 1931. L. HUEET, 2e Peuple, 16 août 1937. L. CAMPOLONGHI, Fraternité, mars 1938.

(23) C'était la une situation tout à fait exceptionnelle

(24) Hubert LACARDELLE, Pour les Italiens, l'Information Régionale, 8 février 1926.

(25) J. ESPARBES, le Sud-Ouest économique, 18 novembre 1926

(26) S. CHAVANON,, nos frères latins, Bulletin mensuel de l'union centrale agricole, décembre 1923 ; même opinion : RHODES, l'Agriculteur du Gers, 15 mai 1926.

(27) L. BLANC, L'immigration italienne dans notre Sud-Ouest, Journal des Instituteurs, 7 novembre 1925

(28) C. FORGUES, l'Express du Midi, 2 mai 1923

(29) T.L. op.cit. page US

(30) Cf. 2 Information Régionale, 18 juillet 1925 et 13 février 1926

(31) Cf. Jacques FITAN, L'immigration italienne dans le Gers durant l'entre-deux-guerres. Mémoire de Maîtrise, Toulouse, 1972

(32) Cf. Jacques SAINT-GERMAIN, la Liberté, 15 novembre 1938 et La grande invasion, Flammarion, Paris, 1939, avec, entre autres, le témoignage de Joseph de Pesquidoux.

(33) Cf. la liste de ces départements de Jean-Charles BONNET, Les pouvoirs publics et l'immigration dans l'entre-deux-guerres, Centre d'Histoire économique et sociale de la région lyonnaise, Lyon, 1976

(34) Arthur KOESTLER, La lie de la terre, Calmann-Lévy, réédition Livre de Poche, Paris,